

L'IFD présente le panorama des pratiques de la place financière de Paris pour lutter contre la déforestation

L'Institut de la Finance Durable poursuit ses travaux sur la biodiversité avec la publication de son [panorama des stratégies de la place financière de Paris pour lutter contre la déforestation](#). Ce panorama offre un relais à la Stratégie nationale de lutte contre la déforestation importée (SNDI) avec la mobilisation des acteurs financiers de la Place de Paris.

Ce rapport présente les pratiques de 15 acteurs du secteur financier (assurances, gestionnaires d'actifs et banques) de la Place de Paris, des outils et actions en faveur de la lutte contre la déforestation ainsi qu'un recensement des principales bases de données et instruments disponibles.

Les forêts jouent un rôle environnemental majeur.

Elles contribuent d'une part à l'atténuation du changement climatique en stockant aujourd'hui **la moitié des émissions de gaz à effet de serre (GES) de la planète** et, d'autre part, elles représentent **d'immenses réservoirs de biodiversité**. Or, **entre 1990 et 2020, l'équivalent de 10% des forêts mondiales ont disparu – soit 420 millions d'hectares**, une superficie supérieure à l'Union européenne. Leur protection et la lutte contre la déforestation sont donc essentielles notamment pour maintenir les services écosystémiques qu'elles fournissent.

C'est dans ce contexte que la France s'est dotée depuis 2018 d'une **Stratégie nationale de lutte contre la déforestation importée (SDNI)** afin de mettre fin d'ici 2030 à l'import de produits forestiers ou agricoles contribuant à la déforestation à l'étranger, renforcée plus récemment par l'adoption d'un **Règlement européen contre la déforestation et la dégradation des forêts**.

Avec ce panorama, l'IFD offre un outil au service des stratégies de réduction de l'exposition à la déforestation.

Conscients des risques **climatiques, environnementaux et économiques associés à la déforestation**, les acteurs de la Place de Paris mobilisent les leviers d'action disponibles. **Le secteur financier français demeure ainsi l'un des plus avancés** dans la prise en compte de ces enjeux sur la scène internationale.

Quatre leviers d'action principaux sont identifiés :

1. Mobiliser les outils classiques de la gestion de portefeuille financier telles que les **politiques sectorielles avec des stratégies d'engagement et d'exclusion** ciblant les **producteurs et distributeurs des principales commodités à risque de déforestation**

Plus de 90% des acteurs cités dans le rapport ont défini des politiques de lutte contre la déforestation sur des commodités à risque. Les principales commodités à risque identifiées dans ce cadre sont l'huile de palme, le soja, le bétail et le bois.

2. Être accompagné par des acteurs spécialisés dans la lutte contre la déforestation peut permettre de renforcer sa stratégie en la matière et d'accélérer la transformation de son activité.

3. Utiliser des outils permettant de tracer l'exposition au risque de déforestation.

Plus de trois quarts des acteurs présentés dans ce panorama utilisent des bases de données pour tracer l'exposition à la déforestation de leurs portefeuilles et renforcer leurs engagements. **Ils ont également recours aux certifications** pour renforcer leurs engagements contre la déforestation et conditionner leurs stratégies d'exclusion.

4. Rejoindre des initiatives et coalitions internationales qui accompagnent les acteurs financiers dans la mise en œuvre d'objectifs zéro déforestation et plus largement de prise en compte des enjeux de biodiversité.

Les initiatives de dialogue et d'engagement avec les émetteurs, la transparence, la traçabilité, des bases de données plus robustes, la définition de méthodologies permettant la comparabilité de ces données, sont des leviers permettant des stratégies renforcées.

Ces leviers viendront alimenter **les efforts à poursuivre pour avancer autour d'un cadre permettant un langage commun, la transparence et la comparabilité des actions en faveur de la lutte contre la déforestation**. Ces efforts doivent être poursuivis en vue d'une meilleure intégration de cet enjeu dans les décisions de financement et d'investissement.

« L'Institut de la Finance Durable pose aujourd'hui un nouvel outil à destination des acteurs financiers pour lutter contre la déforestation et mieux intégrer cette problématique dans les décisions d'investissement. Je salue nos 15 membres qui ont volontairement mis sur la table leurs stratégies respectives afin de construire ce document collectif sur lequel chacun peut s'appuyer pour engager sa propre démarche sur le sujet. Cette démarche permet d'initier une dynamique de place. » - **Cécile Goubet, Directrice Générale de l'Institut de la Finance Durable.**

« Ce rapport met en lumière des politiques de lutte contre la déforestation des acteurs financiers français pionniers en la matière. Afin d'aboutir à une réorientation des stratégies d'approvisionnement, ces initiatives doivent être consolidées et se généraliser, au service de la durabilité des produits financiers. Pour être au rendez-vous, la mobilisation des acteurs de la Place de Paris doit encore s'amplifier et nous serons à leur côté. » - **Thomas Lesueur, Commissaire général au développement durable, Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires.**

À propos de l'IFD :

Créé en octobre 2022, l'Institut de la Finance Durable, branche de Paris EUROPLACE, a pour objectif de coordonner, fédérer et accélérer l'action de la Place financière de Paris pour la réalisation de la transition écologique et la transformation de l'économie vers un modèle bas-carbone et inclusif, aligné avec les objectifs de l'Accord de Paris et les Objectifs du

développement durable. Il rassemble l'ensemble des acteurs privés, publics et institutionnels de la Place de Paris et porte les positions de la Place au plan européen et international.

Contacts presse :

Anne-Sophie Gentil – anne-sophie@2017.fr – 06 32 92 24 94
Charles Moulinier-Becher – charles@2017.fr – 06 84 84 57 58